

LES BASES DU NATIONAL-POPULISME

Michel Wieviorka

Gallimard | *Le Débat*

**1990/4 - n° 61
pages 32 à 37**

ISSN 0246-2346

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-le-debat-1990-4-page-32.htm>

Pour citer cet article :

Wieviorka Michel, « Les bases du national-populisme »,
Le Débat, 1990/4 n° 61, p. 32-37. DOI : 10.3917/deba.061.0032

Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.

© Gallimard. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Michel Wieviorka

Les bases du national-populisme

Comme dans bien d'autres pays, une vague populiste déferle aujourd'hui sur la France. Nous en avons d'abord perçu l'orientation principale, xénophobe et racisante, clairement installée à l'extrême droite, institutionnalisée par le Front national ; nous découvrons qu'elle se profile, à gauche, dans le sillage tracé par Bernard Tapie. Le phénomène n'a rien d'inédit, et il n'est pas besoin de remonter très loin dans l'histoire pour le rencontrer, à droite dans le mouvement de Pierre Poujade ou, à la fin du siècle dernier, dans l'épisode auquel le général Boulanger est associé, à gauche du côté du parti communiste à l'époque de sa splendeur, ou encore, dans le maoïsme post-soixante-huitard, qui d'ailleurs chercha un temps à se rapprocher des petits commerçants du C.I.D.-Unati, héritiers directs du mouvement poujadiste.

Le propre du populisme est toujours d'amalgamer diverses significations en un discours fusionné et peu embarrassé par ses contradictions internes. Dans ses expressions actuelles, il est dominé par quelques grands thèmes : appel à l'ordre, à la Nation, aux valeurs traditionnelles, critique de la classe politique, dénoncée comme lointaine et étrangère aux difficultés concrètes des « petits », rejet de l'immigration, surtout dans ce qu'elle aurait d'inassimilable ou de non intégrable, enfin, de plus en plus banal, sinon banalisé, racisme anti-arabe ainsi que, ça et là, antisémitisme trouvant dans le juif la figure du mal et le symbole haï du pouvoir, de l'argent et des media.

Mais à quoi tient cette poussée populiste ? Une première approche peut y voir un phénomène avant tout politique, commandé par une crise des partis et des institutions. Il est vrai – et c'est presque une banalité que de le dire – que le système politique français donne aujourd'hui l'image d'une grande déstructuration. Sa crise s'est d'abord développée à gauche, avec le déclin historique du parti communiste, amorcé en fait dès les années soixante, et dont les premières expressions importantes furent apportées par le gauchisme. Puis c'est la droite qui s'est affaiblie tout au long des années quatre-vingt, ouvrant un espace politique au Front national qui a pu prospérer, alors que, à l'inverse, au Royaume-Uni, le National Front a eu la malchance de se heurter à la droite vigoureuse de Mme Thatcher. Enfin, la crise politique gagne désormais le parti socialiste, comme l'a montré de façon spectaculaire son récent congrès de Rennes.

Mais soyons plus précis. Si le populisme exprime une crise des partis, c'est que ceux-ci donnent l'impression de ne plus assurer le traitement institutionnel des demandes sociales. La classe politique,

Michel Wieviorka a notamment publié, en collaboration avec Dominique Wolton, *Terrorisme à la une. Media, terrorisme et démocratie*, Gallimard, « Au vif du sujet », 1987.

Cet article est paru en septembre-octobre 1990 dans le n° 61 du Débat (pp. 35 à 41).

ici, est perçue comme un monde plus ou moins corrompu, sans convictions ni projets, mû par la course à l'argent et aux attributs du pouvoir, déconnecté du vécu quotidien des Français, inconscient de leurs problèmes réels. Une forme douce de ce sentiment de distance est donnée par l'importance prise par tous ceux qui, de Coluche ou Thierry-le-Luron jusqu'à l'équipe du « Bébête Show », tournent en dérision le personnel politique ; mais, plus profondément, nombreux sont ceux pour qui le système politique a cessé d'être représentatif, d'être capable de prendre en charge leurs aspirations ou leurs revendications.

L'analyse du populisme en termes de crise vaut peut-être encore plus si l'on considère l'État et, plus précisément, le modèle français de l'État-Nation républicain, égalitaire et jacobin. Ce modèle, qui doit beaucoup à la III^e République, et pas seulement à la Révolution, n'a jamais été parfaitement installé et stabilisé. Mais tout indique qu'aujourd'hui il est sérieusement affaibli. L'affaire des foulards islamiques a renouvelé entièrement le débat sur la laïcité. Jusque-là, la question était celle de la place de l'école privée au sein d'un modèle qui n'était pas lui-même fondamentalement mis en cause ; désormais, l'interrogation porte sur la capacité même de la République à intégrer l'immigration via l'école ; c'est pourquoi ceux qui manifestaient pour l'école libre en 1984 ont souvent été parmi les plus fermes défenseurs des principes de la laïcité cinq ans plus tard. Sur un tout autre registre, le débat à propos des entreprises publiques ou nationalisées indique le déclin de la notion classique de service public, si centrale au moment du Front populaire ou au sortir de la guerre, quand communistes et gaullistes pouvaient trouver avec elle un terrain d'entente idéologique et politique. Qui croit, aujourd'hui, que l'intérêt de la Nation, celui du personnel et celui de l'entreprise, E.D.F. par exemple, ne constituent qu'une seule et même réalité ? La décentralisation constitue une autre expression du déclin du modèle français traditionnel. Loin d'être achevée, elle n'a pas eu que les effets positifs escomptés ; elle a aussi renforcé diverses bureaucraties locales ou régionales, tout en rendant parfois plus difficile l'accès au pouvoir central, par exemple pour les notables ou les autorités locales. Nous pourrions ajouter bien d'autres illustrations de la crise de l'État-Nation jacobin et républicain, évoquer le problème de la justice, ou les petits scandales qui jalonnent l'actuel septennat. L'essentiel, ici, est que cette crise se traduit par un sentiment populaire, de plus en plus prégnant, de perte de capacité de l'État à communiquer avec la société et à en gérer la diversité. Ce sentiment d'abandon n'est pas seulement diffus, il est relayé, institutionnellement, par le Front national, mais aussi, nous l'avons constaté sur le terrain, présent chez beaucoup d'élus locaux bien au-delà de cette formation.

Ainsi, un premier mode d'approche apporte déjà un certain éclairage sur la montée du populisme, avec l'avantage considérable de nous épargner les explications superficielles et contestables qui reposent sur le constat du chômage ou, plus largement, sur le thème de la crise économique. Pourtant, ce type d'analyse a ses limites, qui sont de deux ordres. D'une part, il appelle qu'on explique ce qui tient lieu de principe de causalité, qu'on rende compte du pourquoi et du comment de la crise du système politique et de l'État. Et d'autre part, il passe à côté d'une dimension importante du phénomène populiste qui, s'il est profondément réactif, est aussi un mode d'interprétation des réalités sociales et politiques témoignant, tout à la fois, d'une perte de sens et d'un effort pour pallier cette perte et reconstituer des significations propres à orienter le discours et l'action.

D'où l'intérêt qu'il y a à introduire ici deux raisonnements complémentaires. Le premier a trait au sentiment national et à la place de la nation française dans le monde. Les années quatre-vingt, en effet, ont donné aux Français au moins deux grandes raisons de vivre avec l'idée que leur nation n'est plus, désormais, qu'une puissance de deuxième ordre, fragile et sans grande emprise politique. Le terrorisme

international n'a pas seulement atteint la France de plein fouet à partir de 1983, avec les attentats de Beyrouth, puis les prises d'otages au Liban et la vague de septembre 1986 à Paris ; il a aussi humilié profondément une ancienne puissance coloniale et mis en évidence son impuissance, ne serait-ce que diplomatique. La réunification en cours de l'Allemagne, par ailleurs, si elle a été saluée par beaucoup au nom de la démocratie triomphante, a, elle, suscité l'inquiétude sur un autre front, qui est celui de la place économique de la France dans l'Europe. Prestige, influence diplomatique, culturelle, puissance économique correspondent de plus en plus difficilement pour la France à l'image d'une grande nation digne de s'identifier à l'Universel. C'est pourquoi un consensus vaguement nostalgique entoure désormais la personne du général de Gaulle, tandis que des comparaisons peu flatteuses sont tentées entre cette haute figure de l'histoire et le chef actuel de l'État.

Ceux qui, directement ou de loin, ont été concernés par le passé colonial du pays, ceux, surtout, qui, à droite comme à gauche, ont toujours spontanément pensé la France comme une grande nation universelle, voient cette image se brouiller, et beaucoup s'installent sur un nationalisme sombre et des appels à l'ordre qui correspondent aussi à un sentiment d'abandon, voire de trahison : les élites politiques, tous partis confondus, n'auraient-elles pas trahi, laissé l'immigration affaiblir le pays, accepté la décadence morale et culturelle ?

Pourtant, le plus décisif, à nos yeux, renvoie à une analyse complémentaire centrée sur la société bien plus que sur la nation, ou, plus précisément, sur les phénomènes sociaux qui mènent à la mise en avant de l'identité nationale.

La France est aujourd'hui au milieu du gué, elle vit une véritable mutation sociétale, qui se traduit pour beaucoup par des processus de perte de sens et des efforts pour inventer ou retrouver des repères qui sont essentiellement communautaires. Et dans ces processus, un moment nodal est celui où un sentiment généralisé d'abandon entraîne une crispation sur l'identité nationale en même temps qu'une dérive xénophobe et racisante.

La mutation est d'abord industrielle et économique ; comme beaucoup d'autres sociétés occidentales, la France est sortie de l'ère industrielle classique et du conflit structurel qui lui apportait son principe central d'organisation. Le mouvement ouvrier, totalement déstructuré, se réduit à des syndicats institutionnalisés, sans grande capacité de mobilisation en dehors de luttes catégorielles ou corporatistes où il serait vain de rechercher le souffle des combats d'antan, lorsqu'il s'agissait de libérer l'humanité tout entière et de construire une autre société. Le lieu de sens qu'apportait le mouvement ouvrier à bien d'autres acteurs s'est dissous, vidé de toute signification, et le tissu d'organisations sociales, politiques, culturelles, sportives ou autres dont il était, directement ou symboliquement, le référent ou l'animateur, s'est également déstructuré, en même temps que se sont épuisés les débats politiques et d'idées qu'il inspirait auparavant. Les couches moyennes, jusque-là si actives culturellement et politiquement, ont cessé de s'engager dans l'action ou de s'interroger sur leur polarisation dans des conflits de classe, les pauvres et les exclus se sont retrouvés encore plus démunis, car privés de ce relais auquel ils pouvaient, d'une façon ou d'une autre, espérer se raccrocher, ou dont ils attendaient qu'ils les prennent en charge. La dualisation de la société, perceptible dès les années soixante-dix, a d'abord concerné le marché du travail, réduisant à la pauvreté et au chômage une population généralement non qualifiée. Elle s'est poursuivie en s'inscrivant dans l'espace, aboutissant à de nombreuses situations de ségrégation sociale et ethnique à peine redressées par les politiques sociales, urbaines ou scolaires, par le Revenu minimum d'insertion (R.M.I.), le Développement social des quartiers (D.S.Q.) ou les Zones d'éducation prioritaires (Z.E.P.).

Nous arrivons ici au cœur du problème. Là où ils l'ont pu, les Français des couches moyennes, et même des couches populaires les moins démunies, ont déployé des stratégies individuelles leur permettant de se dégager d'un environnement urbain en cours de dégradation, d'investir des quartiers qu'ils ont entièrement « gentrifiés », comme disent les Anglo-Saxons, de s'installer dans des banlieues homogènes socialement et, souvent aussi, ethniquement. Symétriquement, des cités ou même des quartiers entiers n'ont cessé de se détériorer et de se peupler de populations le plus souvent immigrées, au fil, généralement, de vagues successives où des Maghrébins ont succédé à des Français « de souche » ou d'anciennes immigrations, avant d'être relayés, au moins en partie, par des Turcs ou des Noirs venus d'Afrique par exemple. Le phénomène est parfois spectaculaire, comme l'a révélé le scandale déclenché par le maire de Montfermeil à la rentrée scolaire 1989-1990, pénalisant les enfants étrangers à l'issue d'une longue période où il s'était senti impuissant à gérer une situation qui, en une quinzaine d'années, avait fait de la « résidence » des Bosquets une « cité », puis un ghetto pluri-ethnique ; ou comme on le constate à Roubaix, ville où il y a presque autant d'emplois que d'actifs, mais où l'emploi est massivement occupé par des habitants d'autres communes environnantes, tandis que la ville se débat dans les problèmes que posent la dégradation du cadre bâti, la misère, la sous-qualification et le chômage.

Tout le monde n'a pas la chance d'habiter un quartier agréable, ou une banlieue bien nantie et relativement homogène socialement, ni les moyens, l'imagination ou la force autorisant le départ d'un environnement urbain qui s'appauvrit. Pour ceux qui restent, ou qui aboutissent dans des quartiers en chute, et qui ne sont pas immigrés, le sentiment de menace et d'effondrement est d'autant plus fort que les repères classiques se défont, ou font défaut. Associations, partis, organisations sont affaiblis ou décomposés, tandis que les relations de solidarité et de voisinage qui, elles aussi, structuraient, ou auraient pu structurer, la vie locale se réduisent comme une peau de chagrin au fil des départs des anciens habitants et de l'arrivée des immigrants ou de leurs enfants.

À partir de là, ce qui se développe ressemble fort à un racisme de « petits Blancs », qui revêt diverses formes, plus ou moins aiguës, et dont on peut reconstituer la logique en deux temps.

Là où subsistent une certaine capacité de mobilisation, un minimum de solidarité, des relations de voisinage, même réduites à la portion congrue, une action peut s'ébaucher, qui s'oriente autour de trois axes principaux, éventuellement en les associant. Certains se tournent vers les élus locaux, multipliant les démarches auprès de la mairie et des administrations, sollicitant la police pour qu'elle vienne dans leur quartier plus souvent, et plus rapidement, chaque fois qu'une nuisance ou une inquiétude particulière le justifient : tapage nocturne, violence, délinquance, etc. D'autres, et parfois les mêmes, organisent une action défensive, face à l'insécurité, elle-même généralement synonyme d'immigration à leurs yeux, et mènent, dans certains cas, un effort de promotion ou de sauvegarde du quartier, sous l'égide, par exemple, de petits commerçants. Enfin, une mini-ségrégation se met en place, à l'échelle du bloc d'immeubles ou d'un ensemble pavillonnaire : ici, on construit un mur, de façon que la cité encore largement peuplée de Français de souche, ou d'immigrés déjà anciens, ne soit pas traversée par ceux qui y voient un espace de transit, ou envahie par les enfants de la cité voisine ; là, on rédige et fait signer pétition sur pétition, pour que tel bâtiment désaffecté provisoirement ne soit pas transformé en Maison de jeunes, qui attirerait un public jugé indésirable, pour qu'un square soit fermé, qui draine trop d'immigrés, pour qu'un espace de jeux soit déplacé et interdit aux enfants extérieurs au groupe d'immeubles, contre un projet de mosquée puis, quand elle est construite, contre le vacarme causé par le muezzin et, quand celui-ci est réduit au silence, à propos des encombrements provoqués par la même mosquée.

La ségrégation repose parfois sur ce qui reste de culture locale, avec, par exemple, un usage du patois qui permet de tenir l'étranger à distance, un repli sur des traditions dont on exclut sèchement les immigrés, un appel à l'histoire de la ville ou de la région et un effort général pour survaloriser les référents identitaires qui tendent à se perdre. Mais plus cela est faible, ou s'affaiblit, plus les couches aisées désertent et avec elles, généralement, le noyau dur de l'action sociale, politique ou culturelle ; en même temps, plus la liquidation des rapports sociaux et communautaires que signifiait l'ère industrielle est patente, et plus l'emporte l'impression d'un abandon généralisé.

Quelques-uns se plaignent de la trahison des autorités religieuses. Ils s'inquiètent de l'évolution de l'Église catholique, qui aurait une conception un peu trop large du prochain qu'on doit aimer, qui ferait preuve d'une tolérance inadmissible vis-à-vis d'autres religions et qui, surtout, perdrait son âme, inféodée qu'elle serait au pouvoir politique, et pénétrée par des idées marxistes ou socialistes ; les pasteurs protestants sont parfois critiqués sur la même base, comme s'ils ne comprenaient pas la situation dramatique de leur religion, ni les difficultés concrètes de ceux qui s'identifient à ses valeurs fondamentales. Beaucoup constatent, amers, que leurs pétitions restent vaines, malgré les bonnes paroles de leurs destinataires, ou que la police ne répond pas à leurs appels, ou trop tard. Le sentiment est massif, surtout chez les plus âgés, qu'un ordre se défait, culturel et normatif, où les jeunes respectaient les anciens, où les règlements étaient appliqués, où la vie de quartier faisait sens et où divers repères structuraient l'existence. Désormais, les jeunes tourneraient à la délinquance. Le quartier, pour ceux qui y vivent de longue date, s'est détérioré, y compris physiquement, le petit commerce disparaît, ou est remplacé par un « ethnic business » auquel on se sent étranger ; et ceux que les difficultés de l'emploi et du logement conduisent vers un quartier « pourri », ou en cours de pourrissement, éprouvent des sentiments analogues : ils ont connu, au fil parfois de déménagements en cascade, une mobilité spatiale dans laquelle d'éventuels modes de structuration initiale se sont dissous, sans substitut.

Dès lors, deux attitudes principales se rencontrent, impressionnantes. Pour les uns, en effet, prime le repli, lourd d'un ressentiment qui ne trouve guère l'occasion de son expression, sinon dans le vote pour le Front national. Le mélange d'aigreur et de passivité peut se solder par l'éclatement de la famille, qui devient par exemple monoparentale, par l'autodestruction dans l'alcoolisme, la prostitution larvée. Et pour d'autres, moment l'exaspération et son corollaire, la haine, ostensible, de l'immigration et surtout des Arabes.

Il suffit ici de tendre l'oreille, ou le micro, pour entendre un discours sans retenue, où la combinaison de la chute sociale, ou de son angoisse, et de la perte des repères traditionnels se résout dans une violence verbale qui se fixe sur l'immigration. Tout converge pour alimenter ce discours : le sentiment de décadence, qui serait accéléré par les media et la course à la consommation, à laquelle on n'a guère qu'un accès limité, sauf à se surendetter ; la crise de la famille traditionnelle ; le désordre, le bruit et la saleté qui régneraient dans l'environnement immédiat, et jusqu'aux portes de l'appartement ou du pavillon ; le nombre, la désinvolture et l'insolence des enfants, qui envahissent l'espace ; le désintérêt ou l'impuissance des élus locaux, la distance et la corruption de l'État, la démission des autorités religieuses ; la perversion des travailleurs sociaux, qui s'intéresseraient en priorité aux immigrés, et dont on ne comprend pas qu'ils valorisent la différence culturelle lorsqu'il s'agit d'autres cultures et qu'ils se soucient si peu des valeurs proprement françaises. À quoi se raccrocher, dès lors, sinon à une identité nationale, et en laissant exploser une haine xénophobe, voire raciste, qui tient lieu d'exutoire ?

Il existe bien des variantes de la logique dont nous venons de décrire le premier temps, et ces variantes peuvent concerner d'autres milieux qui connaissent, eux aussi, une chute sociale ou une

mobilité descendante, ne serait-ce que relative. Mais quel que soit le cas de figure, l'essentiel est que le processus aboutissant au sentiment d'abandon est exacerbé par le spectacle que voient, ou croient voir, beaucoup de ceux qu'emporte la spirale de la perte de sens, et qui apporte donc son deuxième temps au mécanisme qui nous intéresse ici.

Ce spectacle est donné par l'immigration, qu'il s'agisse de celle qu'on côtoie ou qu'on croise, ou de celle dont on se construit une représentation à distance à partir d'impressions, de rumeurs et d'images diffusées par les media. Il participe largement du fantasme et repose sur deux points nodaux. D'une part, en effet, les immigrés sont perçus sous l'angle de leur capacité à faire fonctionner des réseaux de solidarité, à se constituer en communautés, à s'adosser à leur religion, à commencer par l'islam. La force supposée de ces divers référents identitaires tranche avec l'impuissance de ceux qui en construisent la représentation, avec leur perte de repères, avec leur conviction que l'ordre social est menacé, que la culture se défait. D'autre part, les mêmes immigrés semblent bénéficier de toute la sollicitude des pouvoirs publics en matière d'aide sociale et, plus encore, ils semblent constamment en abuser. S'il n'est pas possible de faire la part précise de ce qui correspond à une réalité et de ce qui l'enfle et la distord, il n'est pas difficile de constater la formidable diffusion d'un discours où l'immigration est décrite sous le signe de l'exagération et de la perversion. Les immigrés, ici, détourneraient de leur vocation normale les diverses institutions du pays, ils tricheraient, manipuleraient à leur avantage la législation, dérègleraient le fonctionnement de services qui n'auraient pas été conçus pour leurs besoins spécifiques, ils imposeraient des pertes de temps démesurées aux guichets des postes, des agences pour l'emploi, de la Sécurité sociale, ils se débrouilleraient mieux que les Français de souche et lorsqu'ils sont traités comme eux, et que cela ne leur convient pas, ils n'hésiteraient pas à brandir le thème du racisme et à en accuser tous ceux qui constituent un obstacle, pourtant légitime, face à leurs demandes exorbitantes.

Ces accusations reposent en partie sur des faits observables. Mais, surtout, elles donnent la mesure d'un phénomène où se combinent la construction d'un bouc émissaire, les immigrés, et la recherche de référents identitaires permettant de pallier la perte de sens et le sentiment d'abandon. Se considérant comme lâchés par le pouvoir politique et délaissés de toutes parts, incapables, surtout, de conflictualiser leurs difficultés sociales, de nombreux Français, souvent victimes de la dualisation de la société, en deviennent les laissés pour compte et s'installent sur des identités non sociales, à commencer par un nationalisme défensif, qui en appelle à une histoire, une culture, une religion parfois aussi, avec la nostalgie d'un passé où la France, puissance coloniale, pouvait se prétendre porteuse d'un message universel de progrès. Ce nationalisme se dégrade dans certains cas en renouant avec le vieux fonds français de l'antisémitisme, et en retrouvant à bien des égards des accents pétainistes. Surtout, il prend la forme d'un national-populisme dont les sources les plus profondes résultent du travail de la société française sur elle-même. C'est pourquoi les menaces qu'il constitue, les inquiétudes qu'il suscite appellent une triple réponse dont les éléments ne sauraient être qu'intégrés : un traitement politique, dont on voit mal pour l'instant les expressions concrètes, une accélération de la mutation sociétale du pays, et donc la reconstitution de débats et de conflits sociaux ne serait-ce qu'autour de l'école, de l'université et de la ville, et enfin l'affirmation d'une conscience nationale ouverte au monde et confiante dans l'avenir, de façon à résister à la dérive raciste et à ôter au nationalisme crispé et sombre le monopole dont il dispose actuellement.

Michel Wieviorka.